



EDITORIAL

FONCTION PUBLIQUE

Une occasion manquée

David Wagner

L'accord sur la réforme de la fonction publique fait la part belle aux marchandages de toutes sortes, sans pour autant garantir la qualité du service public.

L'on pourra dire ce que l'on voudra : c'est pas des manières. Vendredi dernier, alors que l'accord sur la réforme de la fonction publique était conclu entre la CGFP et le gouvernement, les autres centrales syndicales concernées tombaient des nues. Certes, la CGFP domine la fonction publique, ce que l'on a encore pu constater lors des dernières élections de sa chambre représentative. Il n'en reste pas moins que d'autres secteurs du service public, comme par exemple les travailleurs du rail, organisés au sein d'autres syndicats comme le Landesverband ou le Syprolux, sont également concernés.

L'on comprend évidemment que le gouvernement préfère négocier avec un seul partenaire, d'autant plus que ce partenaire est le seul à pouvoir engager un rapport de forces qui inspire le respect à tout parti de gouvernement ... souhaitant ne pas laisser trop de plumes aux prochaines élections. Et la machine de guerre corporatiste qu'est la CGFP tient bien entendu à préserver son statut d'unique référence de poids du secteur public. N'empêche que l'on est en droit de se demander si une telle approche, aussi bien gouvernementale que syndicale, débouchera à long terme sur une véritable plus-value en termes de service public.

L'accord a en effet un arrière-goût de vulgaire marchandage. L'abolition de l'impôt de crise en est le symbole le plus patent. L'étonnement fut en effet assez grand, car même si cela a correspondu à une revendication partagée par tous les syndicats, il est assez difficile de comprendre pourquoi une mesure fiscale d'ordre général, se retrouve dans un accord qui ne concerne qu'une partie de la fonction publique.

Ce tour de passe-passe est évidemment assez ingénieux de la part du gouvernement, d'autant plus qu'il ne s'agit que d'une concession en trompe-l'oeil de sa part, étant donné que cet impôt n'est politiquement plus justifiable au vu de l'évolution récente de la croissance. Mais cela

n'a rien à voir avec une supposée amélioration du service public.

La CGFP ne se couvre pas non plus de gloire en acceptant de faire avaler les pires couleuvres aux fonctionnaires « non nés », en acceptant une prolongation de la période de stage de deux à trois ans, qui va de pair avec une diminution du traitement à hauteur de 80 pour cent du traitement initial. « Ils y survivront », pourrait-on dire, car après tout, les rémunérations de ce secteur sont plus que correctes. Ce serait toutefois aller un peu vite en besogne : pour les carrières inférieures - traditionnellement mal-aimées par la CGFP - cela commence à faire mal. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que l'accord prévoit que cette réduction ne pourra se situer en dessous du salaire minimum légal.

Mais ce qui est le plus dommage, c'est qu'une nouvelle fois l'occasion de débattre sur le rôle et l'amélioration du service public a été manquée. Pourtant, la réforme proposée par le gouvernement concernant le système d'évaluation était finalement un bon prétexte pour lancer le débat. Les syndicats, attaqués sur plusieurs fronts, n'ont pas pu (ou pas voulu ?) répondre à la proposition de la coalition. Si les contours en sont encore assez flous, l'inspiration générale est claire : malgré l'instauration de quelques garde-fous, ce sont les supérieurs hiérarchiques qui auront la haute main sur le développement futur de la carrière de leurs subalternes. Peut-on être certain que les fonctionnaires seront réellement jugés sur la base de la qualité du travail qu'ils fournissent ou doit-on craindre que la « tête du client » aura une influence sensible - consciemment ou pas ? Cela contribuera-t-il à l'amélioration du fonctionnement des services ou celui-ci pâtira-t-il d'une concurrence interne au détriment d'un esprit de collaboration ? Car en définitive, il s'agit bien de la qualité du service public dont on parle. Et celle-ci ne peut être garantie qu'à condition d'une part que les citoyens soient enfin inclus de manière démocratique dans son évaluation et d'autre part en garantissant des conditions de travail optimales à celles et ceux qui le fournissent. Mais cela ne semble pas être l'état d'esprit dans lequel l'accord fut conclu.

NEWS

Adem : Der schwarze Peter geht um ... **S. 3**

DP: Kein Blaumachen **S. 4**

Atomkraft: Offener Brief an die Regierung **S. 5**

Contrat d'accueil et d'intégration:

Beaucoup d'argent pour rien? **p. 5**

REGARDS

Crise de l'Union européenne: Solde de dette **p. 6**

Museum: Zeitreise in Wallonien **S. 8**

Littérature luxembourgeoise:

Mir Kanner vun der Kinnékswiss **p. 10**

Agypten: Der Finger des Generals **S. 12**

Photo de couverture: Athéna menant le jeune guerrier au combat, sculpture d'Albert Wolff sur la Schlossbrücke à Berlin, photographiée par Dieter Brüggemann, sur Wikipedia